



Pour un « Après » meilleur « qu'avant »
Toutes et tous mobilisé-e-s Le 17 Septembre 2020
Agir tous ensemble pour le progrès social !

La rentrée sociale revêt un caractère inédit.

Aux conséquences sanitaires dramatiques de l'épidémie, aux effets de la crise économique sur l'emploi, s'ajoute une succession de mesures de régression sociale mises en œuvre par le gouvernement dans l'intérêt du patronat et des plus riches !

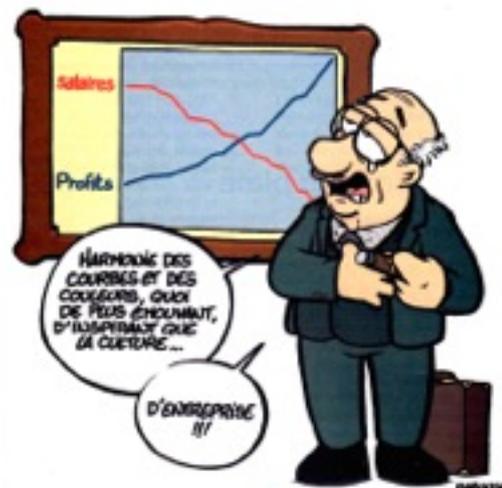
**Nous n'avons pas besoin d'un énième plan de relance,
mais d'un plan de rupture !!!**

**A la CGT nous n'avons jamais été fatalistes, alors sus au pessimisme,
comme nos aînés, croyons à l'avenir et au progrès !**

Non au plan de relance du gouvernement pour faire repartir la machine à produire des profits, en continuant de faire pression sur les salaires, en précarisant les emplois et les salariés, en facilitant encore plus leur licenciement. Tous ceux qui font vivre notre pays au quotidien, les premières et premiers de corvée si souvent salués au pic de l'épidémie, **les jeunes aujourd'hui sacrifiés, les retraités et privés d'emploi, n'ont pas besoin d'un plan de relance mais d'un plan de rupture !**

Elles et ils ont besoin de choix de progrès social en matière d'emploi stable et qualifié, d'une véritable sécurité professionnelle, de renforcement de notre système de retraite et de protection sociale qui démontre ses preuves face à l'effondrement social des pays Ultra libéraux,

Nous revendiquons l'augmentation des salaires et pensions, la réduction du temps de travail pour travailler mieux et travailler tous, le développement des services publics, la reconquête et la relocalisation de l'industrie contribuant au progrès environnemental.



Les organisations de la CGT affirment leur volonté de construire avec les travailleuses et travailleurs, les jeunes, les privés d'emploi, les retraités, la riposte d'ampleur exceptionnelle nécessaire pour gagner la transformation sociale profonde qui s'impose.

Comme elle l'a été depuis le début de la crise sanitaire, la CGT, avec ses syndicats, est présente, disponible pour accompagner et soutenir les salariés, construire avec elles et avec eux l'avenir de demain.

Par la grève, les manifestations et rassemblements, la multiplication d'actions et initiatives sur les lieux de travail, la journée nationale unitaire d'action interprofessionnelle du jeudi 17 septembre sera une première étape importante dans la construction du rapport de force.

À l'inverse des choix dangereux consistant à continuer d'exploiter les êtres humains et la nature au seul profit du capital, la CGT est déterminée à agir dans le cadre le plus large possible pour la paix, la justice, le progrès social et la préservation de la planète.

Il est urgent de s'organiser, se mobiliser pour construire et gagner, des perspectives de vie meilleures !

La lutte, c'est la vie !!!

TOUS à Valence: 14h champ de Mars

Montélimar : 18h au théâtre

Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu ! » (Bertolt BRECHT)

La rentrée sociale revêt un caractère tout à fait inédit à plus d'un titre. Aux conséquences humaines de la crise sanitaire, s'ajoutent des mesures régressives portées par le Gouvernement. Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, dont les salariés qui ont été particulièrement exposés et mis à contribution pendant le confinement, sont les premiers à payer les velléités d'employeurs qui annoncent licenciements et délocalisations. Pendant ce temps, ils maintiennent le versement de dividendes pour les actionnaires et exigent de nouvelles exonérations de cotisations sociales et des baisses d'impôts.

Préparée sans réelle prise en compte de la situation sanitaire et sans moyens supplémentaires, la rentrée scolaire et universitaire inquiète les jeunes, les familles et les professionnels, cela dans le cadre d'un protocole sanitaire ministériel illisible et sans cesse remis en cause. Nous exigeons la mise à disposition gratuite de masques en quantité suffisante à l'ensemble des collégiens, lycéens et étudiants. Il en va de même pour l'ensemble de la population. Pour le monde du travail, il revient aux employeurs de prendre en charge les mesures de protections individuelles et collectives, dont la distribution gratuite de masques en quantité suffisante. La réduction du temps d'exposition également nécessaire induit de discuter de l'organisation, des conditions de travail et réduction du temps de travail.

Les organisations syndicales et de jeunesse affirment ensemble que la priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs, des étudiants, avec leur mise en protection sociale. Cela passe notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services, en prenant en compte l'urgence écologique.

Il est urgent d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et les minimas sociaux.

Il est également temps d'en finir avec les aides publiques de toute nature dont bénéficient de grandes multinationales sans contrepartie et contrôle d'utilisation.

La période a également confirmé les exigences communes qu'ont portées nos organisations lors de la lutte contre la réforme du système des retraites. Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale programmées notamment par le

Gouvernement au détour du projet de loi de finances de la sécurité sociale (création de la cinquième branche, augmentation de la CSG, etc. ...).

L'urgence sociale impose aujourd'hui tout au contraire, de préserver notre système inter-générationnel et d'envisager une protection sociale incluant la dimension

professionnelle tout au long de la vie, des années d'études à la retraite.

La situation impose donc des mesures de transformation profonde en totale rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles. Un énième « plan de relance » qui ne remettrait pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique.

La question de l'emploi est centrale : lutte contre la précarité et la pauvreté, hausse des salaires, développement des services publics, abandon définitif de la réforme des retraites. Les organisations La CGT, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF et UNL appellent à faire de la journée du 17 septembre une première journée d'action, selon des modalités à définir dans les secteurs professionnels et les territoires (grèves, manifestations, rassemblements, etc. ...) pour imposer le changement nécessaire.

Paris, le 27 août 2020.

